

Les Jeunes agriculteurs opposés à la «directive nitrate»

© 02/01/2014 |  Terre-net Média

REIMS, 02 jan 2014 (AFP) - Les Jeunes agriculteurs de la Marne (JA 51) ont organisé jeudi des actions de protestation dans quatre villes du département contre la «directive nitrate» qui menace, selon eux, «la survie de nombreuses exploitations agricoles», a-t-on appris auprès du syndicat.

Une cinquantaine d'agriculteurs ont acheminé par tracteurs quelques tonnes de paille et de fumier qu'ils ont déversées simultanément en milieu de matinée devant les sous-préfectures de Reims, Epernay, Vitry-le-François ainsi que devant la Direction départementale des territoires (Ddt) à Châlons-en-Champagne, a indiqué à l'Afp Xavier Dufour, le secrétaire général des **Jeunes agriculteurs de la Marne**.

« Cette directive stupide pondue par des technocrates sans aucune concertation avec la profession menace la survie de nombreuses exploitations de notre région », a-t-il expliqué.

« Nous sommes évidemment pour la réduction des **nitrates dans l'eau** et, d'ailleurs, dans notre région, nous avons de très bons résultats, mais nous nous opposons à des règles qui méconnaissent la réalité et les contraintes de notre travail », a poursuivi l'agriculteur.

Selon lui, la nouvelle réglementation européenne applicable en France qui relève la période de stockage des effluents d'élevage de 4 à 6 mois et demi et interdit tout engrais azoté sur des pentes supérieures à 20 % «retire purement et simplement de la production plus de 30.000 hectares en Champagne-Ardenne».

« C'est l'équivalent de la surface du vignoble champenois qui sera en friche avec des drames sociaux à la clé notamment chez les éleveurs qui vont devoir investir dans de nouveaux lieux de stockage », a souligné M. Dufour.

D'autres actions à venir

D'autres actions «plus dures» dans plusieurs villes de la région Champagne-Ardenne sont prévues dès la semaine prochaine en concertation avec les Fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles (Fdsea), a par ailleurs annoncé le syndicat des Jeunes agriculteurs de la Marne.

Le gouvernement français, dans l'espoir d'échapper à des sanctions de la Cour de justice européenne pour non respect de la directive nitrates de 1991, a classé de nouveaux territoires comme vulnérables et entend renforcer un programme d'actions contre ce type de pollution.